

Le procès des moutons à Evolène

par Pierre Follonier

Communication présentée à la réunion de Volovron

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Vous avez presque tous, je pense, entendu parler du procès des moutons ; les journaux y ont consacré quelques pages et « l'Illustré » en a même présenté un reportage.

Ce procès, qui dura 6 ans, opposa en justice 12 propriétaires de biens-fonds qui, se fondant sur la loi de 1850, abolissant tous les droits de pacage sur les propriétés privées, ainsi que sur la Constitution déclarant la propriété inviolable, voulaient interdire le parcours et 48 propriétaires de moutons qui, s'appuyant sur l'usage, voulaient le maintenir.

Cette querelle, pour le procès ne fut l'affaire que de quelques-uns, mais en réalité, était celle de tous les habitants de la commune, chacun se rangeant du côté où il trouvait son propre intérêt.

Du procès lui-même, je ne vous en dirai que quelques mots. Il fut énorme tant par sa durée que par ses frais : près de deux cents témoignages furent entendus, des séances innombrables, cinq jugements, et enfin une note qui s'élève, dit-on, à plusieurs dizaines de milliers de francs.

Le Tribunal Cantonal, en date du 3 mai 1955 a jugé que le droit de pacage pour moutons sur les propriétés privées devait être reconnu. A son tour le Tribunal Fédéral délibéra sur cette affaire le 29 février 1956. Si j'en crois le correspondant du « Nouvelliste valaisan » du 2 mars 1956, le Tribunal Fédéral s'est montré dubitatif sur le bien-fondé

de ce jugement. On y trouve de ces phrases chères aux juristes : « Il apparaît surprenant », « Il est douteux », « L'opinion n'est pas convaincante ».

Le premier jugement ayant été porté en vertu de la souveraineté cantonale, le Tribunal Fédéral ne s'est pas prononcé sur le fond du problème. Il a simplement constaté que, puisqu'il s'agissait d'un droit de parcours, non onéreux, comparable au droit des glaneurs des temps bibliques, ou de la cueillette des champignons, ce jugement n'était pas arbitraire. Le droit de pacage *innoffensif* est ainsi définitivement reconnu.

Ce n'est, certes, pas la première fois que le pacage donne lieu à des incidents. Ainsi, le quart de la Gietty rachetait ce droit de parcours en 1655. Vers 1875, les présidents des deux partis d'Evolène, MM. Anzevui et Favre, décidèrent d'un commun accord de faire voter par le conseil communal, l'interdiction de ce parcours. Ce n'est qu'après de très nombreuses interventions qu'elle fut levée, sept ans plus tard. Mais ces incidents ne furent pas nombreux. Aussi faut-il rechercher la cause de ce long procès dans l'évolution économique de notre vallée depuis un demi siècle.

L'économie rurale des paysans de nos villages, a été, sans doute, à peu près identique de l'antiquité à la fin du siècle dernier. Les historiens font mention, au siècle précédent le christianisme, « de peuplades vivant dans les Alpes, qui élevaient des vaches de petite taille et qui donnaient beaucoup de lait ». Il s'agit probablement de notre race d'Hérens, que certains prétendent provenir de bêtes amenées d'Afrique par les troupes d'Annibal lors de son passage des Alpes, et qu'on trouve encore à l'heure actuelle, dans certaines régions de ce continent.

L'élevage des moutons est certainement aussi ancien, leur toison étant indispensable à l'habillement de la population à cette haute altitude.

Toutes les surfaces cultivables étaient des terres ouvertes : champs de seigle, de froment, d'orge, d'avoine, de pois, de fèves, de chanvre. Les terrains non cultivables fournissaient le foin pour nourrir le bétail dont on tirait le lait, la viande et parfois quelque argent. Les chèvres complétaient l'apport du gros bétail forcément limité.

Et les moutons, par leur toison, permettaient de faire les habits d'hommes, les robes des femmes, les chaussettes, les guêtres et les couvertures. Le cordonnier et le tailleur venaient dans les familles confectionner les vêtements de tous. Le chanvre procurait le linge

de corps, les draps et la grosse toile pour les besoins agricoles. L'huile de chenevis servait à l'éclairage. On n'achetait guère que le sel, les clous, les faulx et quelques articles de toilette, comme les chapeaux, les rubans, les dentelles. Aussi, un grand-père décédé, il y a quelques années seulement, pouvait-il me dire qu'au début de son mariage, son budget *annuel* était de fr. 100.—.

La grande proportion de terres ouvertes donnait une importance considérable à l'élevage du petit bétail qui se nourrissait de peu. Le libre parcours permettait de les entretenir avec la moitié, parfois même avec le quart de la récolte qui leur aurait été nécessaire à l'étable. Mais les règlements, tel celui de 1826 fixant le nombre des moutons proportionnellement au nombre de têtes de gros bétail, garantissait l'équilibre entre les deux élevages, et par là même, égalisait les dommages que ceux-ci faisaient aux cultures par rapport aux terres exploitées par chacun. D'ailleurs, la police et la justice étaient mieux organisées que de nos jours. Les jugements étaient portés sans délais excessifs et les sanctions imposées immédiatement et dans un domaine où chacun les ressentait profondément.

La commune était divisée en quatre « quarts » Lannaz, Gietty, Bréonaz et Villaz. Cette division dura jusqu'au début du siècle dernier. Les « quarts » élistaient les procureurs, les prud'hommes, les jurés et le vice-châtelain. Ce dernier devait être confirmé par l'autorité supérieure. Les jurés, nommés à vie, et le vice-châtelain formaient la cour de justice.

Les « quarts » se subdivisaient eux-même en « rard ». Celui-ci comprenait un village avec les propriétés privées et bourgeoises y attachées. Les règlements pour les forêts, les droits de parcours, ainsi que certaines règles concernant leurs activités propres, étaient adoptés par l'assemblée générale des consorts du « rard » et promulgués par décret signé du vice-châtelain. L'obligation faite à tous les consorts du rard de dénoncer les délits sous peine d'être exclus de la communauté, et celle qui donnait la charge de garde, à tour de rôle, par tirage au sort, rendaient les propriétaires attentifs aux représailles et conscients de la limite de leurs droits. Pour la dépasser, il fallait ou être très aimé de tous, ce qui était rare, ou très craint, ce qui l'était moins. Les problèmes et les besoins étaient les mêmes pour tous, le sens de la juste mesure était dicté par la nécessité du réciproque.

L'élevage du mouton pouvait se résumer ainsi : « Aussi peu de frais que possible ». Alpé dans la partie des alpages inaccessible au gros bétail, le mouton était ramené au village pour la tonte, vers la mi-

septembre. Confié au berger, il s'en allait chaque jour chercher sa pâture, tout d'abord dans le haut des alpages, déserté par le bétail, puis dans les mayens dont l'herbe était mangée, et descendaient au fur et à mesure que les propriétaires mettaient leurs vaches en hivernage. Lorsque la neige arrivait, le berger les conduisait dans les pentes très exposées au soleil, ou elle fondait vite, ou s'en allait en avalanche. Les jours étaient rares où ils restaient à l'étable et le foin était distribué parcimonieusement.

Au printemps, la bête était maigre, mais la laine était belle et bonne, et on la tondait à nouveau. Le berger amenait le troupeau dans les prairies où la verdure s'annonçait, puis au fur et à mesure que l'herbe poussait, il le conduisait vers d'autres pâturages plus tardifs, et enfin dans les territoires communaux jusqu'au moment de les envoyer à l'alpe, vers la fin juin.

Le berger avait l'amour de son métier et de ses bêtes. En hiver, il trouvait tout naturel d'aller dans des pentes difficiles, dans des rochers proches ou éloignés de son village, pour que ses moutons aient quelque nourriture. Au printemps, il prenait soin de préserver les champs de seigle, puis les prairies dès qu'il se rendait compte que son troupeau mettait en péril la récolte prochaine. Un propriétaire se sentait-il lésé, il apposait une affiche au panneau public : « Les moutons sont « tournés » de tel parchet », et pour le berger cet ordre était définitif.

Cette exploitation séculaire dura presque sans changement jusque vers la fin du siècle dernier.

Vers cette époque, le début du tourisme et quelques petites industries artisanales apportèrent des ressources nouvelles diversement réparties. Si la plupart restaient dépendants uniquement de leur exploitation agricole, pour d'autres, une nouvelle vie s'organisait. La transformation économique s'annonçait et ce fut la guerre de 1914 qui l'accentua. La hausse du prix du bétail et la vente des produits agricoles à prix forts permirent aux paysans de faire leurs premiers achats d'articles d'importation. Des magasins s'ouvrirent. On commença par acheter de la toile, puis du drap. Et les moutons, qui jusqu'à ce moment avaient été indispensables, ne furent plus qu'utiles.

Beaucoup de propriétaires ne s'occupèrent plus de leur élevage et les intérêts devinrent divergents. La plupart de ceux-ci considérèrent comme normal que leurs parents et voisins continuassent le pacage, mais d'autres se sentirent lésés. Quelques abus isolés leur fournissent le prétexte désiré pour leurs protestations.

Plus tard, le nombre des moutons ayant considérablement diminué, il fut difficile, voire même impossible de trouver un berger pour s'en occuper. Avec un traitement mensuel de 20 ct. par tête, qui voudrait de ce métier ?

On envoya les moutons à l'alpage à la garde de Dieu. Aux premiers froids, ils descendirent. On les ramena vers les hauteurs, mais le lendemain, au lever du jour, on les trouva à nouveau dans les prés. L'herbe était si haute et si bonne !... En automne, malgré les efforts et les regrets des propriétaires, ils se mêlèrent aux vaches pour manger les dernières récoltes ; puis en hiver, les champs de seigle devinrent leur pâturage préféré.

Au printemps, on garda les moutons à tour de rôle, chacun menant ceux-ci dans un parchet où il avait le moins possible de propriétés. Des spéculateurs s'en mêlèrent, qui achetèrent au printemps pour les revendre en automne, des dizaines et quelques fois presque une centaine de bêtes. Et, en général, ceux-ci étaient parmi les moins riches en terrains. De la proportion entre le troupeau et la grandeur du domaine, personne n'y pensait. D'autres, moins honnêtes encore, envoyèrent leurs bêtes en liberté. La culture du seigle devint impossible et depuis dix ans, pas un seul champ de seigle ne futensemencé sur le territoire de la commune d'Evolène. Le mécontentement devint général. On chercha des solutions et on ne put se résoudre à prendre les seules qui eussent pu aplanir les difficultés : prévoir pour l'hiver un affouragement conséquent, et admettre, pour le reste de l'année, de confier la garde du troupeau à un berger capable et honnête et de lui payer un gage normal.

Les moutons devaient coûter aussi peu que possible. Aussi les incidents se multiplièrent. De chaque côté, on exagéra et on s'exaspéra ! Des propriétaires fonciers interdirent le parcours plus tôt qu'il ne fut nécessaire. D'autres amenèrent leurs bêtes dans des champs ou dans des prés où la récolte était déjà haute. Et c'est ainsi que débuta ce procès-fleuve.

Et maintenant ?

Les conséquences de ce procès se révèlent assez imprévues. Si ce n'était la somme énorme à payer pour les frais, je serais tenté de penser à un jugement de Salomon. Car jamais les moutons n'ont aussi peu parcouru les prairies que cette année. Le Tribunal Fédéral, en l'assimilant au droit du glaneur, a donné une notion précise du parcours *non onéreux*. Chez nous, les champs sont petits, et les épis si rares. Avec l'équivalent, même le mouton ne peut pas vivre.

D'autre part, le Tribunal Cantonal, en citant dans ses attendus, l'art. 57 du C. O., a fait réfléchir. Cet article précise que le possesseur d'un immeuble a le droit de s'emparer des animaux qui causent du dommage, de les retenir en gage de l'indemnité, et même de les tuer, si cette mesure est justifiée. Les Evolénards ont tous le C. C. chez eux. Parfois même le Code des obligations. Mais ce dernier, il ne le lisent que par nécessité ! Cette fois, ils ont lu ! Si le parcours non onéreux est déterminé par la valeur des champignons ou des épis des glaneurs, cela ne va pas loin, et le droit du propriétaire renaît bien vite... Aussi se révèle-t-il une fois de plus que le meilleur procès ne vaut rien, il n'y a que des perdants.

Que sera demain l'élevage du mouton ? Pendant les années que dura le procès, la grande partie des bêtes furent vendues. Que fera-t-on à l'avenir ? Il est difficile de le prévoir, tant l'évolution des conditions de vie est accélérée à l'heure actuelle. Chaque jour pose des problèmes nouveaux, qui exigent des solutions difficiles, parfois déjà dépassées, à peine obtenues. Les travaux d'Arolla ont créé pour la campagne, une pénurie de main-d'œuvre telle, qu'il faut s'attendre à ce que, ces prochaines années, une partie des récoltes restent sur pied.

La nécessité de disposer de toujours plus d'argent, oblige le paysan à rationaliser rapidement son exploitation. Aussi devra-t-il reconsidérer le mode d'élevage du mouton. Des réserves de fourrages plus abondantes lui permettront de les nourrir d'une manière décente. Les alpages qui ne sont plus employés qu'au 70 %, fourniront pour l'automne une pâture appréciée. Et la vente de bêtes de meilleure qualité, à des prix intéressants, permettra enfin de payer un berger capable.

Par ces moyens, le sort du mouton, deviendra meilleur, et celui de son propriétaire aussi.

Il faut déplorer la disparition du drap brun que nous portons. Il est beau et durable, quoique parfois un peu lourd. Lorsque tous porteront des habits de ville, Evolène aura perdu son vrai visage.

Mais je ne crois pas qu'il faille en accuser la diminution du troupeau. La laine s'achète facilement. C'est plutôt dans le manque de mains pour la filer et tisser qu'il faut en chercher la raison. Songez que pour un seul complet d'homme il faut quatre-vingt-dix heures de travail à une fileuse habile. Autrefois, le nombre d'heures de travail n'avait aucune importance. Maintenant elles se comptent et se payent !

Et c'est une pensée de reconnaissance que j'adresse à nos mères et nos grand'mères, qui trouvaient le temps nécessaire, en plus de leurs occupations ordinaires pour le ménage et les enfants, de filer et tisser le drap et la toile nécessaire à tous, ce qui équivalait pour une famille de 5 personnes à environ mille heures de travail par hiver. Jamais leur labeur et leur fatigue n'auront été reconnus et appréciés à leur juste valeur.

Lépidoptères de Montana

1ère partie : Phalaenidae (Noctuelles)

par Emmanuel de Bros, Binningen (Bâle Campagne)

Depuis que, en 1939, j'ai eu la chance de retrouver la santé à Montana, je me suis attaché à cette station au climat remarquable, dont je suis devenu depuis bientôt 10 ans une sorte d'habitant nomade grâce à l'acquisition d'un petit chalet de vacances à la route de Vermala, où je peux me livrer en toute quiétude à mon passe-temps estival favori, la chasse aux papillons, et plus sérieusement, à l'étude de la faune lépidoptérologique.

Les observations et les exemplaires recueillis jusqu'à présent me semblent déjà suffisants pour donner une idée de la richesse, de la variété et de l'intérêt de la faune de Montana, qu'on pourrait du reste presque comparer à Zermatt (7), rendez-vous de tous les lépidoptéristes européens grâce à quelques raretés frappantes telles qu'*Orodemnias cervini* Fallou, l'Arctiide du Gornergrat, ou moins spectaculaires, comme *Caradrina wullschlegeli* Püng., espèce que j'ai précisément retrouvée à Montana (2).

C'est ce qui m'a engagé à publier sans plus tarder dans l'accueillant Bulletin de l'Abbé MARIETAN, la liste des espèces observées